# Commission ontarienne d'examen

## Rapport annuel

**Exercice financier allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2016**

Ontario

# TABLE DES MATIÈRES


Message du président du conseil ..... 3

Aperçu de la Commission ontarienne d'examen ..... 5

Compétence de la Commission ontarienne d'examen ..... 6

Organisation de la Commission ontarienne d'examen ..... 7

Complexité croissante des audiences de la Commission ..... 9

Mesures et objectifs de rendement ..... 10

En résumé ..... 15

Conférences préparatoires à l'audience ..... 15

Membres de la Commission ..... 17

Personnel de la Commission ..... 21

Information financière ..... 22

Commission ontarienne d'examen

Bureau de l'honorable
juge Richard D. Schneider

Ontario

151, rue Bloor Ouest, 10e étage
Toronto (Ontario) M5S 2T5
Téléphone : 416 327-8866
Télécopieur : 416 327-8867

## Message du président du conseil

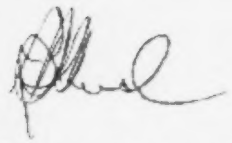
L'année dernière, la Commission ontarienne d'examen a une fois de plus tenu un grand nombre d'audiences concernant des personnes ayant fait l'objet d'un verdict d'inaptitude à subir leur procès ou de non-responsabilité criminelle (NRC) pour cause de troubles mentaux. Il en est ainsi bien que bon nombre de verdicts de NCR éventuels sont évités grâce au programme provincial en matière de déjudiciarisation. Nos données confirment que les personnes atteintes d'une maladie mentale qui commencent à avoir des démêlés avec le système de justice pénale demeurent une préoccupation importante.

Parallèlement, nous sommes conscients des efforts déployés par l'entremise de programmes innovateurs visant à « soustraire » bon nombre de ces personnes des tribunaux et des systèmes de la Commission d'examen plus tôt au cours du processus. Ces efforts, je pense, porteront leurs fruits. Le travail notamment de divers tribunaux spécialisés dans les problèmes de santé mentale, la « déjudiciarisation des accusés atteints de troubles mentaux » du ministère du Procureur général et les différentes stratégies de déjudiciarisation « préalables à l'arrestation » se sont avérés particulièrement efficaces.

Puisque j'entame ma quatrième année à titre de président de la Commission ontarienne d'examen, je peux affirmer que nous avons réalisé des progrès considérables en gardant le cap sur les trois objectifs clés, qui ont fait l'objet d'amélioration constante depuis les trois dernières années :

1. la réduction de la durée des audiences grâce à des conférences préparatoires à l'audience plus exhaustives;
2. la réduction du délai entre la date de l'audience et la diffusion des motifs de décision (l'objectif est de quatre semaines);
3. la réduction du nombre d'audiences ajournées grâce à :
   i. des conférences préparatoires à l'audience plus exhaustives;
   ii. l'établissement de la date des audiences neuf mois à l'avance (pour éviter des conflits d'horaire entre les parties).

La Commission d'examen, quant à elle, continue de s'acquitter du mandat que lui confère la loi, énoncé dans la partie XX.1 du *Code criminel du Canada*, avec la participation de ses nombreux membres et le soutien d'un bureau administratif très efficace. La Commission et ses membres se consacrent à tenir des audiences efficientes, respectueuses des délais fixés par la loi.



L'honorable juge Richard D. Schneider

## Aperçu de la Commission ontarienne d'examen

La Commission ontarienne d'examen est un tribunal unique qui forme un élément crucial du système canadien de justice. Bien qu'elle fonctionne dans la province de l'Ontario, la Commission ontarienne d'examen est régie par la loi fédérale et non provinciale.

Constituée aux termes de la partie XX.1 du *Code criminel*, la Commission ontarienne d'examen exerce un rôle clairement défini :

> *Une commission d'examen est constituée ou désignée pour chaque province; elle est constituée d'un minimum de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province et est chargée de rendre ou de réviser des décisions concernant les accusés qui font l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou qui ont été déclarés inaptes à subir leur procès [...](partie XX.1)*

Bien que le rôle de la commission d'examen soit le même dans chaque province, le *Code criminel* stipule que la « commission est réputée avoir été constituée en vertu du droit provincial ». Le Code reconnaît ainsi le fait que l'efficience et l'efficacité de la commission de chaque province dépendent de ses liens avec les établissements psychiatriques et le système de soins de santé mentale de celle-ci.

Les procédures de la Commission ontarienne d'examen sont régies uniquement par le *Code criminel* et la *Loi sur les enquêtes publiques*. Contrairement aux organismes d'arbitrage créés aux termes d'une loi provinciale, la Commission ontarienne d'examen n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*. Les appels des décisions de la Commission ontarienne d'examen sont interjetés devant la Cour d'appel de l'Ontario.

## Compétence de la Commission ontarienne d'examen

La Commission ontarienne d'examen est habilitée à prendre des décisions relatives à toute personne que le *Code criminel* désigne comme « accusé » et que les tribunaux ontariens ont jugée inapte à subir son procès ou qui a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité en raison de troubles mentaux par suite d'une infraction criminelle.

L'accusé jugé inapte à subir son procès demeure assujetti à la compétence de la Commission ontarienne d'examen jusqu'à ce que cette dernière détermine qu'il est apte à subir un procès. L'accusé est alors renvoyé devant les tribunaux et, si le verdict est confirmé, suit le cours normal de la procédure pour les infractions qu'il a commises.

Dans le cas de l'accusé qui a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité à l'égard d'une infraction criminelle en raison de troubles mentaux, la Commission ontarienne d'examen a la responsabilité de tenir une audience et de rendre une décision pour chaque accusé vivant dans son territoire de compétence, en tenant compte de la « nécessité de protéger le public face aux personnes dangereuses, de l'état mental de l'accusé et de ses besoins, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale ».

Ces facteurs complexes doivent être pris en compte à chaque audience de la Commission ontarienne d'examen. Ils entraînent d'importantes conséquences pour la liberté des personnes et la sécurité du public. Les appels des décisions de la Commission sont interjetés directement devant la Cour d'appel de l'Ontario, ce qui témoigne d'autant plus de l'importance des décisions de la Commission, car elles touchent ces droits fondamentaux de la personne.

Les jugements que rend la Commission ontarienne d'examen sont appelés « décisions ». À la suite d'une audience, la Commission rend l'une des trois décisions suivantes :

1) une décision portant libération inconditionnelle;
2) une décision portant libération de l'accusé sous réserve des conditions jugées indiquées;
3) une décision portant détention de l'accusé dans un hôpital sous réserve des conditions jugées indiquées.

Dans le cas des accusés en détention dans un hôpital, la Commission ontarienne d'examen délivre un mandat de détention, tel que le prévoit le *Code criminel*.

Mises à part les décisions portant libération inconditionnelle, la Commission ontarienne d'examen doit réviser ses décisions au moins une fois tous les douze mois.

Les parties à une audience peuvent comprendre l'accusé, le responsable de l'hôpital où l'accusé est ou pourrait être détenu ou doit se présenter et un représentant du procureur général. Toutes les autres personnes qui ont un intérêt important à l'égard des procédures afin de protéger les intérêts de l'accusé peuvent être parties à l'audience, si la Commission ontarienne d'examen est d'avis qu'il est juste de désigner ces personnes comme des parties.

## Organisation de la Commission ontarienne d'examen

Pour remplir son mandat en vertu du *Code criminel*, la Commission ontarienne d'examen a adopté un mode de fonctionnement semblable à celui des tribunaux.

Au 31 mars 2016, la Commission ontarienne d'examen se composait de 163 membres. Outre le président, les membres de la Commission comprennent 42 présidents suppléants, 18 membres de la profession juridique, 59 psychiatres, 17 psychologues et 26 membres du public. Tous sont résidents de l'Ontario. Les membres de la Commission sont nommés par décret.

### Composition de la Commission

Le *Code criminel* stipule que le président de la commission d'examen d'une province doit être un juge ou un juge à la retraite de la cour fédérale, d'une cour supérieure d'une province ou d'une cour de district ou de comté ou une personne qui remplit les conditions de nomination à un tel poste. Par définition, le terme « président » s'entend non seulement du président nommé par le conseil des ministres provincial, mais également de tout autre membre compétent que le président désigne comme « président suppléant » pour agir en son nom. En Ontario, le président nomme habituellement des présidents suppléants qui sont des avocats comptant 10 ans ou plus d'expérience, des juges ou des juges à la retraite.

Le *Code criminel* précise également que le quorum de la Commission ontarienne d'examen est constitué de trois de ses membres. Chaque audience doit être dirigée par le président ou un président suppléant, un psychiatre et un autre membre. En Ontario, cinq représentants de la Commission assistent normalement aux audiences de la Commission ontarienne d'examen : le président ou président suppléant, deux psychiatres ou un psychiatre et un psychologue, un membre de la profession juridique et un membre du public.

### Audiences de la Commission

Une audience initiale, tenue après qu'une personne a été jugée inapte à subir son procès ou a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité en raison de troubles mentaux à l'égard d'une infraction criminelle, se tient habituellement à l'hôpital où l'accusé est détenu, dans celui où on lui enjoint de se présenter ou dans un palais de justice. La Commission ontarienne d'examen ne tient plus d'audiences dans les établissements correctionnels ni dans les centres de détention. La Commission doit tenir une audience initiale dans un délai de 45 à 90 jours après la décision du tribunal.

Une audience annuelle est nécessaire si l'accusé est déjà assujetti à la compétence de la Commission ontarienne d'examen. Les audiences annuelles ont lieu à l'établissement psychiatrique désigné par la province où l'accusé est détenu ou auquel il se rapporte, dans un palais de justice ou dans d'autres salles ouvertes à la population.

L'accusé déclaré inapte à subir son procès doit être représenté par un avocat aux audiences tenues par la Commission ontarienne d'examen, et la plupart des accusés qui ont fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité à l'égard d'une infraction criminelle en raison de troubles mentaux sont également représentés par un avocat à toutes les audiences. À chaque audience, les preuves présentées par l'hôpital où l'accusé est détenu ou auquel il doit se rapporter sont examinées avec les autres preuves présentées, s'il y a lieu. Après délibérations, le comité qui a

tenu l'audience rend sa décision par écrit en y joignant ses motifs. Après délibérations, le comité qui a tenu l'audience rend sa décision par écrit en y joignant ses motifs.

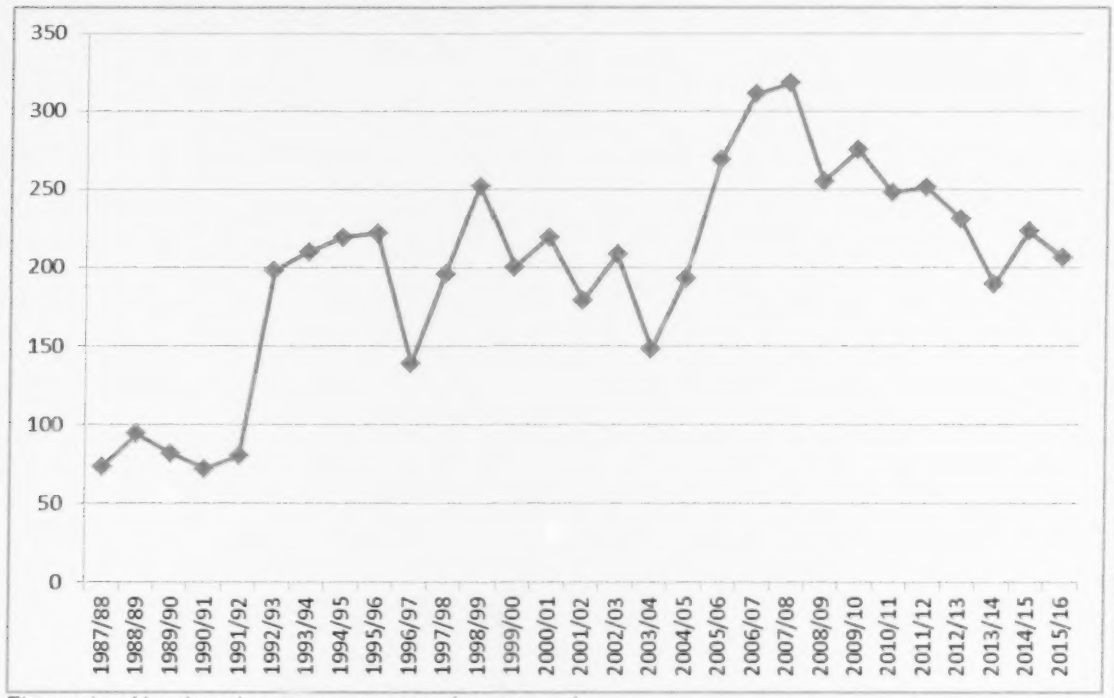
## Complexité croissante des audiences de la Commission

Nous avons réussi à atténuer considérablement la tendance à avoir des audiences plus longues et plus complexes que nous avions connue ces dernières années. Bien que nos audiences soient complexes, particulièrement en ce qui a trait à notre compétence en vertu de la *Charte* confirmée par la Cour suprême dans l'arrêt *R. c. Conway*, la plupart de nos audiences se terminent maintenant dans le délai imparti. Nous y sommes arrivés en utilisant de manière plus efficace les conférences préparatoires à l'audience qui permettent d'éviter ainsi de nombreuses questions qui auraient fait l'objet d'un litige. Il n'en demeure pas moins que la plupart des parties aux audiences de la Commission sont représentées par un avocat.

L'orientation continue fournie par la Cour d'appel aide la Commission à tenir des audiences équitables pour les personnes qui relèvent de sa compétence. Les décisions d'appel prises au cours du dernier exercice ont confirmé l'obligation de la Commission à tenir des audiences dans des délais raisonnables, surtout dans les cas où des restrictions des libertés sont en jeu. Elles énoncent les attentes du tribunal et clarifient le mandat que confère la loi à la Commission; cependant, elles peuvent accroître les obligations imposées à la Commission.

Depuis les modifications apportées au *Code criminel* en 2006 et jusqu'à maintenant, il est nécessaire de consacrer plus de temps administratif afin que la Commission respecte sa responsabilité envers les victimes et qu'elle leur fournisse des renseignements sur elle-même. Le nombre de victimes avisées dans la base de données de la Commission correspond désormais au nombre de personnes accusées relevant de sa compétence. Avec l'adoption du projet de loi C-14 (le 11 juillet 2014), les obligations de la Commission à cet égard ont ajouté beaucoup de temps à la gestion de notre charge de travail. La Commission doit dorénavant informer les victimes lorsqu'un accusé obtient une libération inconditionnelle ou une libération conditionnelle, chaque fois qu'elle envoie un accusé à risque élevé devant le tribunal pour un examen et chaque fois qu'elle reçoit un nouvel accusé qui fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle. La Commission doit également s'assurer que les audiences sont ajournées à toutes les étapes pour laisser aux victimes le temps de déposer une déclaration.

Nouveaux accusés (non criminellement responsables et inaptes)




| | |
|---|---|
| 2015/16 | 206 |
| 2014/15 | 223 |
| 2013/14 | 189 |
| 2012/13 | 231 |
| 2011/12 | 251 |
| 2010/11 | 248 |
| 2009/10 | 275 |
| 2008/09 | 255 |
| 2007/08 | 318 |
| 2006/08 | 311 |
| 2005/06 | 269 |
| 2004/05 | 193 |
| 2003/04 | 148 |
| 2002/03 | 208 |
| 2001/02 | 179 |
| 2000/01 | 219 |
| 1999/00 | 200 |
| 1998/99 | 252 |
| 1997/98 | 196 |
| 1996/97 | 239 |
| 1995/96 | 222 |
| 1994/95 | 219 |
| 1993/94 | 210 |
| 1992/93 | 198 |
| 1991/92 | 80 |
| 1990/91 | 72 |
| 1989/90 | 82 |
| 1988/89 | 94 |
| 1987/88 | 73 |

Figure 1 — Nombre de nouveaux accusés par année

## Mesures et objectifs de rendement

Les activités de base de la Commission ontarienne d'examen consistent à tenir des audiences et à rendre des décisions conformément au Code criminel dans les délais prescrits, c'est-à-dire 45 ou 90 jours après que le verdict a été rendu, et au moins une fois l'an par la suite.

Au cours de l'exercice 2015-2016, les tribunaux ont reconnu 62 accusés inaptes à subir un procès et ont rendu 144 verdicts de non-responsabilité à l'égard d'une infraction criminelle pour cause de troubles mentaux, pour un total de 206 nouveaux accusés relevant de la compétence de la Commission (voir la figure 1).

Le flot constant de nouveaux accusés continue d'avoir des conséquences financières importantes sur la Commission ontarienne d'examen. Les audiences initiales relatives à ces accusés entraînent des coûts plus élevés puisqu'elles sont tenues de façon ponctuelle et nécessitent des déplacements et de l'hébergement supplémentaires.

Les audiences sont tenues là où l'accusé est détenu ou là où il réside.
Ces affaires sont généralement entendues individuellement plutôt que d'être groupées avec d'autres dossiers comme le sont les audiences annuelles, car elles doivent être tenues dans les 45 jours qui suivent le verdict. Le manque d'information sur l'état mental de l'accusé ou sur le danger qu'il peut représenter pour la sécurité du public, le cas échéant, entraîne souvent des ajournements. Pour résoudre ce dernier problème, des conférences préparatoires à l'audience sont organisées pour toutes les audiences initiales, que l'accusé soit incarcéré ou qu'il vive dans la collectivité, afin de déterminer

les problèmes et de décider si une évaluation est nécessaire et s'il faut appeler des témoins. Si un accusé n'entretient pas de liens avec un hôpital au moment de la première audience, la Commission veille à disposer de suffisamment d'information pour pouvoir tenir une audience.

### Nombre d'audiences tenues par année

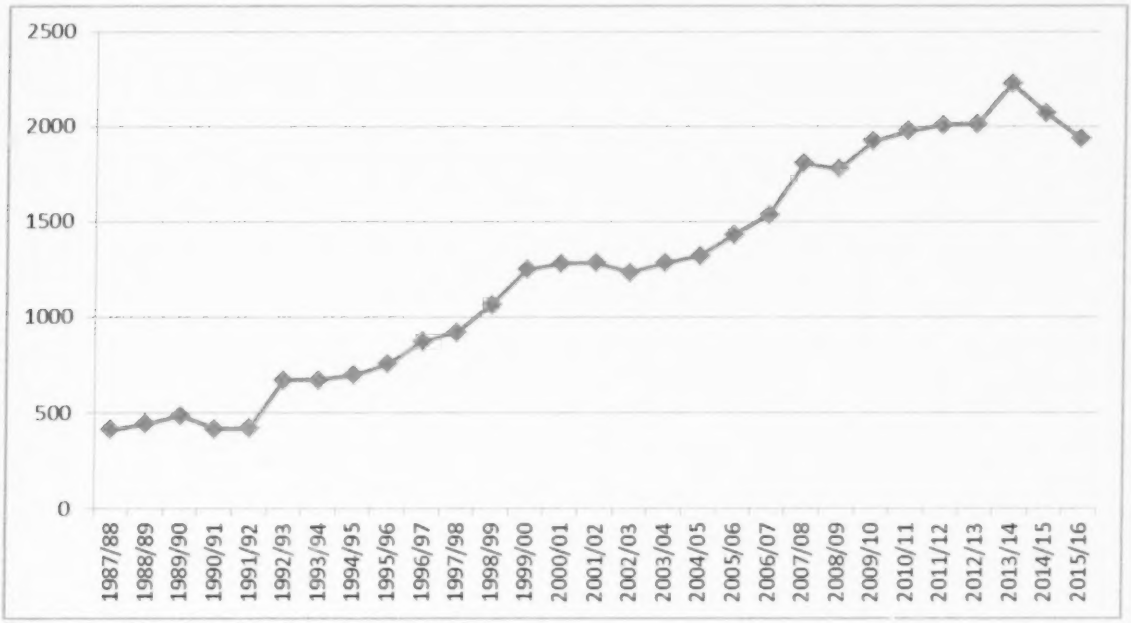



Figure 2 — Nombre d'audiences par année

| | |
|---|---|
| 2015/16 | 1934 |
| 2014/15 | 2067 |
| 2013/14 | 2222 |
| 2012/13 | 2012 |
| 2011/12 | 2004 |
| 2010/11 | 1972 |
| 2009/10 | 1920 |
| 2008/09 | 1775 |
| 2007/08 | 1805 |
| 2006/07 | 1534 |
| 2005/06 | 1430 |
| 2004/05 | 1319 |
| 2003/04 | 1282 |
| 2002/03 | 1233 |
| 2001/02 | 1283 |
| 2000/01 | 1280 |
| 1999/00 | 1248 |
| 1998/99 | 1065 |
| 1997/98 | 920 |
| 1996/97 | 872 |
| 1995/96 | 753 |
| 1994/95 | 694 |
| 1993/94 | 668 |
| 1992/93 | 670 |
| 1991/92 | 415 |
| 1990/91 | 413 |
| 1989/90 | 482 |
| 1988/89 | 440 |
| 1987/88 | 410 |

Après avoir rendu une décision, la Commission ontarienne d'examen doit réexaminer sa décision dans les 12 mois et tous les 12 mois par la suite jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus conclure que l'accusé représente toujours un risque important pour la sécurité du public.

Outre les audiences initiales et annuelles, le *Code criminel* prévoit un examen anticipé discrétionnaire qui est effectué à la demande d'une des parties. L'examen anticipé est obligatoire si l'hôpital en fait la demande ou si les privations de liberté de la personne sont resserrées pendant plus de sept jours. Le nombre total de toutes les audiences tenues par la Commission en 2015-2016 est de 1 934 (voir la figure 2).

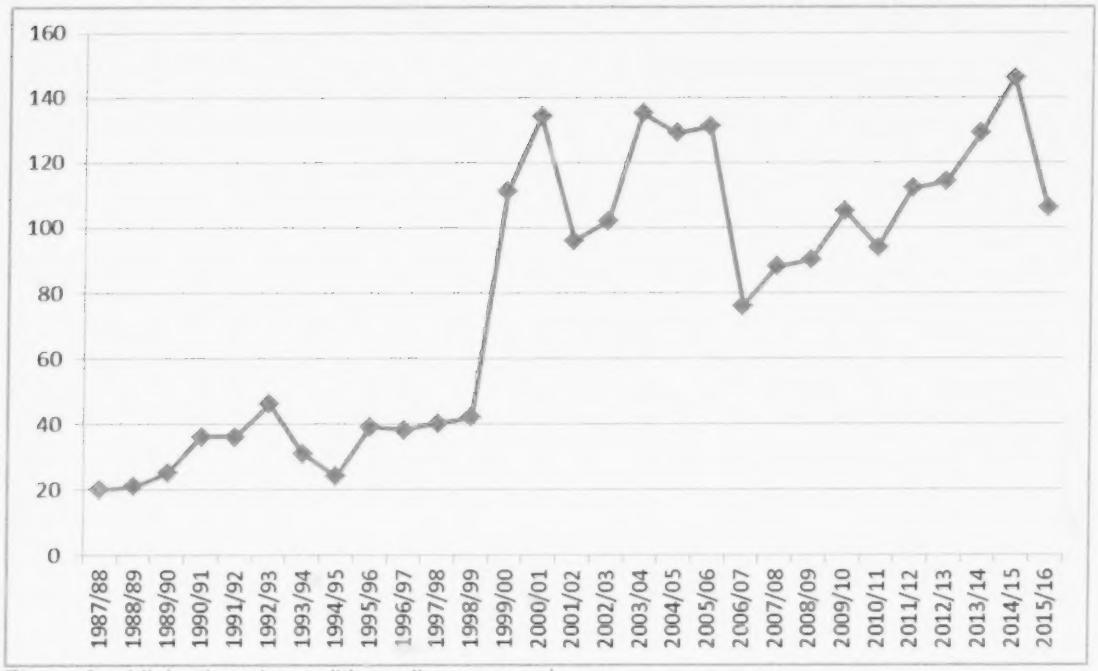


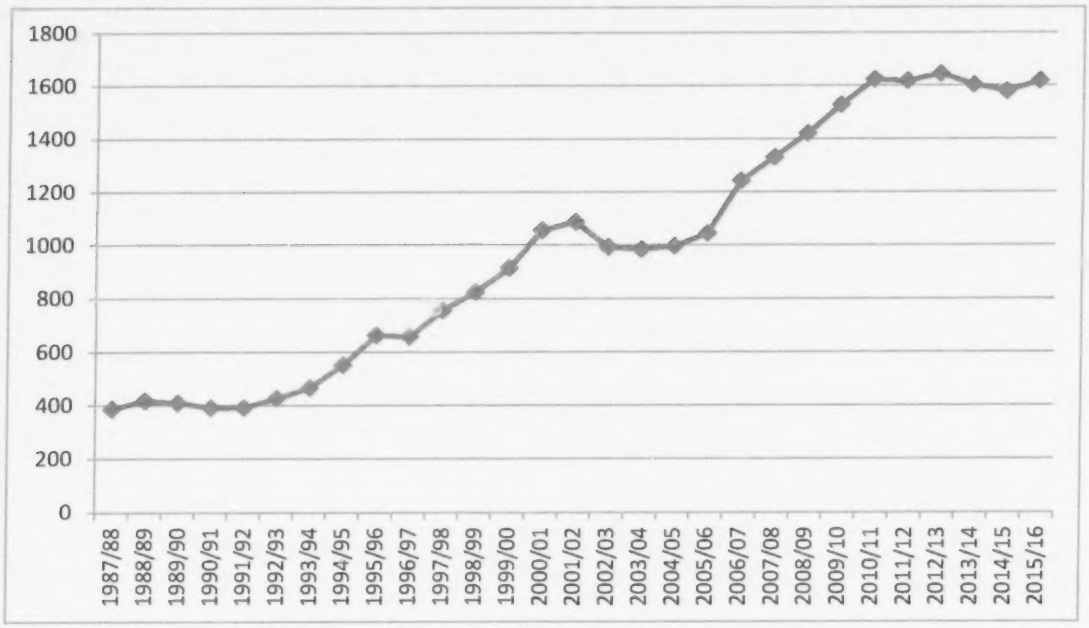

Figure 3 – Libérations inconditionnelles par année

| | |
|---|---|
| 2015/16 | 106 |
| 2014/15 | 146 |
| 2013/14 | 129 |
| 2012/13 | 114 |
| 2011/12 | 112 |
| 2010/11 | 94 |
| 2009/10 | 105 |
| 2008/09 | 90 |
| 2007/08 | 88 |
| 2006/07 | 76 |
| 2005/06 | 131 |
| 2004/05 | 129 |
| 2003/04 | 135 |
| 2002/03 | 102 |
| 2001/02 | 96 |
| 2000/01 | 134 |
| 1999/00 | 111 |
| 1998/99 | 42 |
| 1997/98 | 40 |
| 1996/97 | 38 |
| 1995/96 | 39 |
| 1994/95 | 24 |
| 1993/94 | 31 |
| 1992/93 | 46 |
| 1991/92 | 36 |
| 1990/91 | 36 |
| 1989/90 | 25 |
| 1988/89 | 21 |
| 1987/88 | 20 |

Les accusés jugés non responsables criminellement (NRC) ou, selon l'ancienne terminologie, déclarés non coupables pour cause d'aliénation mentale (NCAM) relèvent de la compétence de la Commission ontarienne d'examen jusqu'à ce qu'ils reçoivent un verdict de libération inconditionnelle de la Commission. En 1999, la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Winko* est venue clarifier le critère de libération inconditionnelle, et la Commission a enregistré une importante hausse du nombre de libérations inconditionnelles accordées (voir la figure 3).

Les accusés jugés inaptes à subir leur procès relèvent de la compétence de la Commission jusqu'à ce qu'un tribunal les reconnaisse aptes à subir leur procès ou jusqu'à ce que le tribunal accorde une suspension pour les accusés inaptes qu'il considère inaptes de façon permanente mais ne représentant pas de risque important pour la sécurité du public.

Nombre d'accusés relevant de la compétence de la Commission




| | |
|---|---|
| 2015/16 | 1617 |
| 2014/15 | 1578 |
| 2013/14 | 1603 |
| 2012/13 | 1644 |
| 2011/12 | 1617 |
| 2010/11 | 1622 |
| 2009/10 | 1527 |
| 2008/09 | 1419 |
| 2007/08 | 1330 |
| 2006/07 | 1241 |
| 2005/06 | 1044 |
| 2004/05 | 995 |
| 2003/04 | 983 |
| 2002/03 | 991 |
| 2001/02 | 1086 |
| 2000/01 | 1055 |
| 1999/00 | 913 |
| 1998/99 | 824 |
| 1997/98 | 754 |
| 1996/97 | 656 |
| 1995/96 | 662 |
| 1994/95 | 550 |
| 1993/94 | 465 |
| 1992/93 | 426 |
| 1991/92 | 391 |
| 1990/91 | 390 |
| 1989/90 | 409 |
| 1988/89 | 416 |
| 1987/88 | 386 |

Figure 4 – Nombre d'accusés par année (Nota : cela comprend plus 100 dossiers de personnes « aptes à retourner devant le tribunal » qui sont gardés ouverts en attendant la confirmation du tribunal.)

À la suite de l'affaire *Winko*, le nombre d'accusés qui font leur entrée dans le système et ceux qui en sortent à la suite d'une libération inconditionnelle est plus équilibré, même si le nombre total d'accusés sous la surveillance de la Commission ontarienne d'examen continue d'augmenter chaque année depuis ces dernières années.

Des variables telles que les modifications apportées au *Code criminel*, les décisions des tribunaux, la variation du nombre d'audiences pour de nouveaux cas et le taux de libération influent sur la charge de travail de la Commission ontarienne d'examen, qui peut varier considérablement d'un mois à l'autre. Dans l'ensemble, la Commission respecte son calendrier très chargé et fournit des services de qualité.

À l'occasion, la Commission ne peut respecter les délais impartis pour les audiences, mais cela ne représente qu'un faible pourcentage des audiences inscrites au calendrier. Parmi les raisons d'annulation des audiences, mentionnons :

- l'ajournement à la demande d'une partie;
- l'ajournement visant à recueillir des preuves ou à faire effectuer une évaluation;
- le défaut d'informer la Commission de l'existence d'un nouvel accusé;
- une erreur d'écriture.

La Commission ontarienne d'examen continuera à explorer des méthodes en vue d'accroître l'efficience de ses activités et processus et de fournir des services de haute qualité.

## En résumé

Au regard du nombre d'audiences tenues en 2015-2016, il est évident que la Commission d'examen doit déployer des efforts constants afin de tenir des audiences dans les délais prescrits par la loi tout en fournissant des services de grande qualité.

Chaque année, la Commission parvient, dans la grande majorité des cas, à respecter ces délais, comme ce fut le cas en 2015-2016, tout en intégrant un nombre important de nouveaux accusés à la charge de travail existante.

## Conférences préparatoires à l'audience

En gardant à l'esprit que la complexité accrue des audiences fait augmenter les coûts, la Commission a mis en œuvre le processus des conférences préparatoires aux audiences dans tous les cas où elle ou l'une des parties a établi que l'audience devait durer plus d'une heure et demie. L'année dernière, ce processus a permis à la Commission de maximiser le rendement du temps consacré aux audiences d'examen annuel. Un président suppléant expérimenté est chargé de rencontrer tous les avocats afin d'évaluer le temps nécessaire et de définir les problèmes dans le but d'améliorer le processus d'audience. Les conférences préparatoires à l'audience permettent de cerner les problèmes de façon proactive et d'affecter les ressources nécessaires aux cas complexes. En 2015-2016, la Commission a tenu 206 conférences préparatoires à l'audience (126 conférences initiales et 80 conférences annuelles).

Au cours des deux dernières années, des conférences préparatoires à l'audience ont également été organisées pour toutes les audiences initiales, que l'accusé soit incarcéré ou qu'il vive dans la collectivité, afin de déterminer les problèmes et de décider si une évaluation est nécessaire et s'il faut appeler des témoins. Si un accusé n'entretient pas de liens avec un hôpital au moment de la première audience, la Commission devra veiller à disposer de suffisamment d'information pour pouvoir tenir une audience.

## Sensibilisation et communication

Conformément à notre engagement de fournir un service et une expertise de haute qualité à la collectivité et aux personnes accusées qui comparaissent devant la Commission, nous sommes restés vigilants en communiquant aux membres tout au long de l'année les modifications apportées à la loi et à la psychiatrie ou psychologie légale. Ces renseignements sont souvent communiqués au moyen de notes de service ou durant les réunions avec les présidents suppléants et les membres de la profession juridique. Par ailleurs, nos séminaires annuels de formation abordent des sujets d'actualité liés à la médecine légale et visent à bien renseigner nos membres sur les plus récentes preuves et pratiques dans ce domaine.

En dernier lieu, nous communiquons avec les tribunaux, nous les consultons sur des questions qui peuvent se poser lorsqu'une personne accusée est déclarée non criminellement responsable ou inapte et nous maintenons un dialogue régulier avec les tribunaux afin d'améliorer le respect des délais et la qualité des services fournis à la collectivité et aux personnes accusées qui relèvent de notre compétence.

La Commission apprécie l'aide des tribunaux et du Ministère, qui lui permet d'atteindre ces objectifs. Nous sommes impatients de faire rapport sur d'autres réalisations l'année prochaine.

## Membres de la Commission

| Membres | Nomination initiale | Expiration du mandat courant |
|---|---|---|
| Président du conseil | | |
| L'honorable juge R.D. Schneider | 27 juin 2012 | 12 juin 2017 |
| | | |
| Présidents suppléants (et membres de la profession juridique) | | |
| Me L. Banks | 20 octobre 2010 | 19 octobre 2020 |
| Me G. Beasley | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| Dr H. Bloom | 25 janvier 1990 | 30 septembre 2017 |
| L'honorable G.Y. Goulard, c.r. * | 8 décembre 1999 | 7 décembre 2016 |
| Me J.J.D. Burnside | 4 mai 2005 | 3 mai 2016 |
| Me J. Cameron | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| Me Kathryn Chalmers | 20 octobre 2010 | 19 octobre 2020 |
| Me K. Chown | 8 avril 2009 | 7 avril 2019 |
| Me R.G. Coates | 7 février 2007 | 6 février 2017 |
| Me W.B. Donaldson* | 25 juin 2003 | 24 juin 2016 |
| Me C. Fromstein | 25 août 2004 | 24 août 2017 |
| Me Goldenberg | 3 novembre 2004 | 6 novembre 2017 |
| L'honorable G.Y. Goulard, c.r. | 30 juin 2000 | 21 juin 2016 |
| Me R. Grinberg | 11 avril 2006 | 10 avril 2016 |
| Me J. Holding, c.r. | 5 juillet 2007 | 22 juillet 2016 |
| Me S. Kert | 29 avril 1999 | 28 avril 2018 |
| L'honorable J.M. Labrosse | 14 mai 1997 | 13 mai 2016 |
| Me Michele Labrosse | 3 novembre 2009 | 24 novembre 2019 |
| Me S.E. Lavine | 4 décembre 2002 | 3 décembre 2016 |
| Me J.A. Leiper | 2 avril 2008 | 1er avril 2018 |
| L'honorable H.R. Locke | 21 octobre 1998 | 6 novembre 2015 |
| Me C. MacDonald | 25 mars 2009 | 24 mars 2019 |
| Me C.M. MacIntyre, c.r. * | 18 février 2004 | 17 février 2021 |
| Me T.J. Madison | 20 juin 2007 | 19 juin 2016 |
| Me F. McArdle* | 17 décembre 2013 | 16 décembre 2018 |
| L'honorable juge D.J. McCombs | 27 février 2008 | 26 février 2018 |
| L'honorable N.D. McRae, c.r. | 8 août 2005 | 7 août 2016 |
| Me W. Miller | 30 septembre 2009 | 29 septembre 2019 |
| Me J. A. Neuberger * | 19 juin 2002 | 20 février 2021 |
| L'honorable J.G.J.O'Driscoll | 29 novembre 2006 | 28 novembre 2016 |
| Me M.S.G. Peeris | 6 février 2002 | 22 mars 2016 |
| Me E.J. Polak* | 17 juin 2009 | 16 juin 2019 |
| L'honorable juge J.C.L. Scime * | 5 janvier 2006 | 4 janvier 2017 |
| Me L. Stam | 6 mai 2009 | 5 mai 2019 |
| Me R. Steinberg | 15 juillet 2005 | 14 juillet 2016 |
| Me L. Stoyka | 25 mars 2009 | 24 mars 2019 |
| Me F. Yaskiel | 11 avril 2006 | 10 avril 2016 |

*En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux, les membres ont été nommés à nouveau à *l'aide d'un formulaire de dérogation automatique*.

| Avocats | | |
|---|---|---|
| L'honorable R. Armstrong* | 29 mai 2013 | 28 mai 2018 |
| L'honorable W. Bassel | 10 décembre 2014 | 9 décembre 2016 |
| Me R. Bigelow | 15 janvier 2016 | 14 janvier 2018 |
| Me A. Cader | 18 avril 2011 | 17 avril 2016 |
| Me L. Calzavara | 28 janvier 2015 | 27 janvier 2017 |
| Me P. Capelle | 5 janvier 2015 | 4 janvier 2017 |
| Dr K. Connidis | 24 février 2016 | 23 février 2018 |
| L'honorable juge R. DelFrate | 13 janvier 2010 | 12 janvier 2020 |
| Me G. Evans | 5 janvier 2015 | 4 janvier 2017 |
| L'honorable juge A. Gans * | 20 novembre 2013 | 19 novembre 2018 |
| Me P. Hageraats | 2 avril 2014 | 1er avril 2016 |
| Me J. Hanbidge | 15 janvier 2016 | 14 janvier 2018 |
| Me J. Hodgson | 17 décembre 2013 | 16 décembre 2018 |
| L'honorable R. Kealey | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| Me J. Mills * | 17 décembre 2013 | 17 décembre 2018 |
| Me L. Morphy * | 17 décembre 2013 | 16 décembre 2018 |
| Me R. Richardson | 4 décembre 2013 | 3 décembre 2018 |
| L'honorable A. Roy | 28 janvier 2015 | 27 janvier 2017 |
| Me I. Scott | 5 janvier 2015 | 4 janvier 2017 |
| Me M. Segal | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| Me J. Trehearne * | 4 décembre 2013 | 3 décembre 2018 |
| Me J. Weinstein | 25 mars 2015 | 24 mars 2017 |
| Me J. Weppler * | 3 novembre 2010 | 2 novembre 2020 |
| | | |
| Psychiatres | | |
| Dr A.G. Ahmed | 25 août 2004 | 24 août 2017 |
| Dr R.M. Andreychuk | 21 mars 2007 | 20 mars 2017 |
| Dr G. Azadian | 3 septembre 2008 | 2 septembre 2018 |
| Dr M.H. Ben-Aron | 4 octobre 2000 | 13 décembre 2016 |
| Dr B. Bordoff | 31 juillet 2001 | 30 juillet 2017 |
| Dr D. Bourget | 28 mai 1997 | 27 mai 2016 |
| Dr D.H. Braden | 20 juin 2007 | 19 juin 2016 |
| Dr J.M.W. Bradford | 1er février 1984 | 28 février 2017 |
| Dr R. Buckingham | 12 juin 1992 | 28 février 2017 |
| Dr L.E. Cappe | 24 août 1998 | 23 août 2017 |
| Dr G.A. Chaimowitz | 4 décembre 1996 | 3 décembre 2017 |
| Dr R.D. Chandrasena | 6 décembre 2000 | 3 février 2017 |
| Dr S. Chatterjee | 19 juillet 2007 | 18 juillet 2016 |
| Dr S. Cohen * | 10 avril 2013 | 9 avril 2018 |
| Dr P.E. Cook | 29 mai 2002 | 21 décembre 2018 |
| Dr A. Côté | 30 novembre 1989 | 28 février 2017 |
| Dr I. Côté | 13 juin 2001 | 12 juin 2017 |
| Dr S.A. Darani | 15 septembre 2010 | 14 septembre 2020 |
| | 12 juin 1992 | 28 février 2017 |

** En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux, les membres ont été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.*

| | | |
|---|---|---|
| Dr P.L. Darby | | |
| Dr K.D. DeFreitas | 13 janvier 2005 | 12 janvier 2018 |
| Dr J. Ellis | 21 octobre 1998 | 20 novembre 2017 |
| Dr L. Faucher | 27 février 2008 | 26 février 2018 |
| Dr J. P. Fedoroff | 17 octobre 2001 | 6 novembre 2017 |
| Dr J.C. Ferencz | 4 décembre 1996 | 7 décembre 2017 |
| Dr F.W. Furlong | 4 octobre 2000 | 3 octobre 2016 |
| Dr D.A. Galbraith | 3 novembre 1994 | 3 février 2017 |
| Dr G. D. Glancy | 1er mars 1988 | 28 février 2017 |
| Dr K. Hand * | 3 novembre 2010 | 2 novembre 2020 |
| Dr R.W. Hill | 15 décembre 2004 | 14 décembre 2016 |
| Dr S.J. Hucker | 11 décembre 1996 | 1er février 2018 |
| Dr W. Johnston | 2 avril 2008 | 1er avril 2018 |
| Dr A.D. Jones | 6 octobre 1999 | 1er novembre 2016 |
| Dr P.F. Kelly | 30 décembre 1999 | 29 décembre 2015 |
| Dr E. Kingstone | 13 janvier 1995 | 17 avril 2017 |
| Dr P.E. Klassen | 13 octobre 1999 | 12 octobre 2016 |
| Dr A. Kolodziej | 21 août 2003 | 4 octobre 2017 |
| Dr W.J. Komer | 5 février 1997 | 2 mai 2016 |
| Dr C. Krasnik | 28 janvier 2015 | 27 janvier 2017 |
| Dr R. Kunjukrishnan | 4 décembre 1996 | 3 décembre 2017 |
| Dr S. Lessard | 27 février 2008 | 26 février 2018 |
| Dr M. Marshall | 27 juin 2007 | 26 juin 2016 |
| Dr A. McDonald | 24 août 1998 | 23 août 2017 |
| Dr P.D. Norris | 9 octobre 2002 | 17 janvier 2021 |
| Dr D. Pallandi | 1er mars 2006 | 28 février 2021 |
| Dr M.V.A. Prakash | 24 août 1998 | 28 août 2017 |
| Dr P. J. Prendergast | 12 juin 1992 | 28 février 2017 |
| Dr L. Ramshaw | 9 décembre 2009 | 8 décembre 2019 |
| Dr J. Rootenberg | 22 juin 2006 | 21 juin 2016 |
| Dr A. Seif | 27 juin 2007 | 26 juin 2016 |
| Dr R.R.B. Sheppard | 11 décembre 1996 | 10 décembre 2017 |
| Dr G.S. Sidhu | 7 décembre 1994 | 31 mai 2016 |
| Dr W.R. Surphlis | 30 mars 1999 | 19 avril 2018 |
| Dr S. Swaminath | 8 décembre 1993 | 19 avril 2018 |
| Dr T. Verny | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| Dr Z. Waisman | 15 janvier 2007 | 14 janvier 2017 |
| Dr H. Ward | 24 février 2016 | 23 février 2018 |
| Dr T. Wilkie | 22 avril 2009 | 21 avril 2019 |
| Dr S. Woodside | 4 mai 2011 | 3 mai 2016 |

** En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux, les membres ont été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.*

| Psychologues | | |
|---|---|---|
| Dr R.B. Cormier | 2 décembre 1998 | 1er décembre 2017 |
| Dr P. Firestone | 9 octobre 2002 | 17 octobre 2016 |
| Dr J. Freedman | 22 octobre 2009 | 21 octobre 2019 |
| Dr G.B. Jones | 31 mars 2000 | 30 mars 2021 |
| Dr L. Lightfoot | 20 novembre 1992 | 3 février 2017 |
| Dr L.C. Litman | 25 février 1998 | 24 février 2017 |
| Dr W. Loza | 5 juillet 2007 | 4 juillet 2016 |
| Dr M. Mamak | 27 janvier 2005 | 26 janvier 2018 |
| Dr G. Nexhipi | 20 mars 2002 | 19 avril 2018 |
| Dr D. Nussbaum | 3 décembre 1997 | 23 mars 2017 |
| Dr N. Pollock | 3 novembre 1994 | 3 février 2017 |
| Dr D.J. Simourd | 1er décembre 2004 | 20 novembre 2017 |
| Dr G.M. Turrall | 24 février 1993 | 28 février 2017 |
| Dr C.D. Webster | 13 décembre 2000 | 23 mars 2017 |
| Dr S.E. Wiseman | 25 août 2004 | 24 août 2017 |
| Dr P.N. Wright | 24 août 1998 | 23 août 2017 |

| Membres du public | | |
|---|---|---|
| M. W. Apted | 11 mars 2015 | 10 mars 2017 |
| M. S. Auty * | 29 septembre 2010 | 28 septembre 2020 |
| Mme N. Boivin | 11 mars 2009 | 10 mars 2019 |
| M. J. Cyr | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| Mme M. M. Dow | 6 février 2002 | 5 février 2016 |
| M. T. Elek | 16 mai 2007 | 15 mai 2017 |
| M. W. Gee | 31 janvier 2008 | 30 janvier 2018 |
| Rév. W. A. Jupp | 2 mai 2007 | 1 mai 2017 |
| Mme N. Lemieux-McKinnon | 15 juillet 2005 | 14 juillet 2016 |
| Mme M. Linton | 5 octobre 2005 | 4 octobre 2016 |
| Mme C.E. Little | 7 décembre 2005 | 6 décembre 2016 |
| Dr L.L.Q. Lum * | 19 novembre 1997 | 31 mars 2017 |
| M. Y. Mahdavi | 15 juillet 2005 | 14 juillet 2016 |
| Mme R. MacIntyre * | 13 janvier 2005 | 12 janvier 2018 |
| Mme K.A. Maharaj | 21 mars 2007 | 20 mars 2017 |
| M. K. Makin | 10 décembre 2014 | 9 décembre 2016 |
| Mme C. McGrath | 25 mars 2009 | 24 mars 2019 |
| Me L. Stoyka | 8 avril 2009 | 7 avril 2019 |
| Mme B. Murray | 20 octobre 2010 | 19 octobre 2020 |
| Mme B. Naegele | 9 janvier 2013 | 8 janvier 2018 |
| M. A. Okon | 20 avril 2005 | 19 avril 2016 |
| Mme D.M. Ormston | 17 mai 1999 | 2 février 2016 |
| Mme J. Roy * | 16 décembre 1998 | 19 mars 2017 |
| M. P. Schur | 30 mai 2006 | 29 mai 2016 |
| Mme L. Steadman | 21 décembre 2004 | 20 décembre 2016 |
| M. K. Turner | 15 janvier 2007 | 14 janvier 2017 |

** En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux, les membres ont été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.*

## Personnel de la Commission

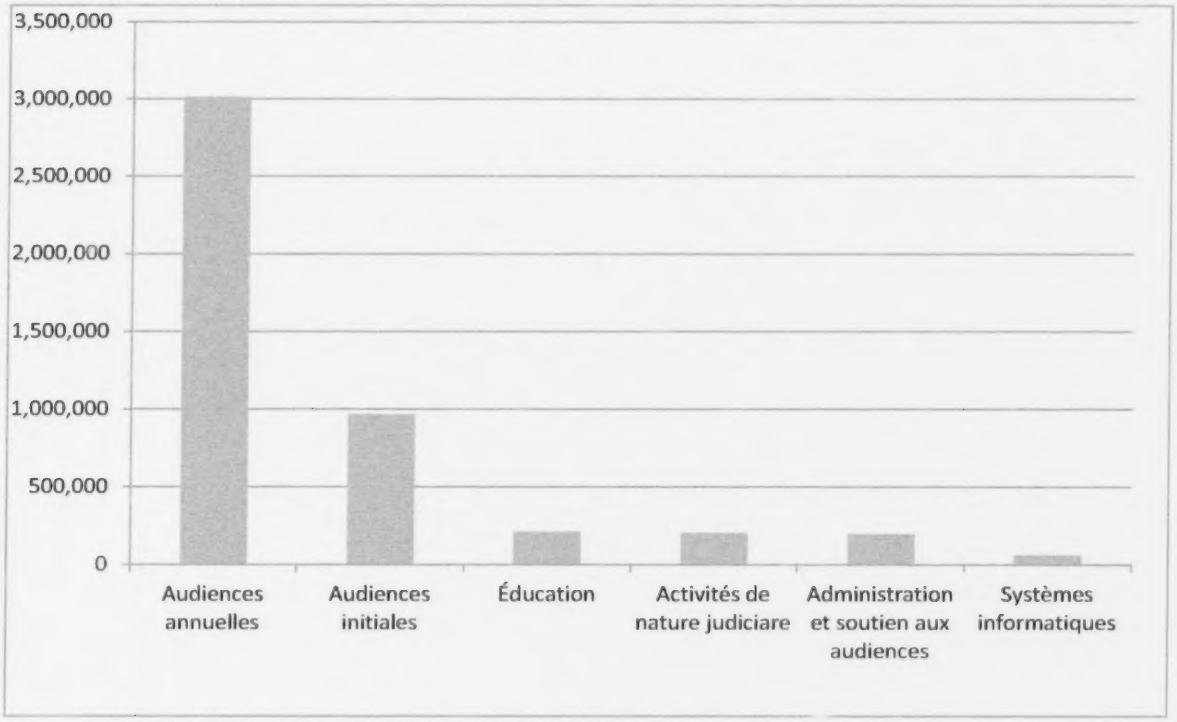
*Jusqu'au 31 mars 2016*

| Nom | Poste |
|---|---|
| L'honorable juge Richard D. Schneider | Président du conseil |
| Joe Wright | Conseiller juridique |
| Angie Baggetta | Registrateure et chef de service |
| Manny Tan | Adjoint exécutif |
| Sheila McDermott | Registrateure adjointe |
| Rhea Duketovsky | Administrateur des ordonnances de la Commission |
| Sewranie Narine | Administrateur des ordonnances de la Commission |
| Amsale Mamo | Administrateur des ordonnances de la Commission |
| Radica Roopsingh | Coordonnatrice de la gestion des cas |
| Puja Karia | Coordonnatrice de la gestion des cas |
| Carolyn Cook | Coordonnatrice de la gestion des cas |
| Chloe Vice | Coordonnatrice de la gestion des cas |
| Antonia Virzi | Coordonnatrice de la distribution des documents |
| Shukla Fuad | Commis à la distribution et à la gestion des documents |
| Jolanta Tuz | Coordonnatrice des services opérationnels |
| Inna Eskin | Adjointe administrative et financière |
| Sophie Goldenberg | Réceptionniste-secrétaire bilingue |
| Fran Bolton | Secrétaire du président/de l'avocat |
| John Smith | Agent des systèmes |

## Dépenses par compte type, 2015-2016

| Description | Allocation | Dépenses | Excédent/(déficit) |
|---|---|---|---|
| Salaires et traitements | 855 100 | 1 277 509 | -422 409 |
| Avantages | 99 100 | 201 584 | -102 484 |
| Transports et communications | 527 800 | 605 902 | -78 102 |
| Services | 5 836 800 | 4 220 888 | 1 615 912 |
| Fournitures et matériel | 56 600 | 27 760 | 28 840 |
| **Total** | **7 375 400** | **6 333 643** | **1 041 757** |

## Dépenses par fonction, 2015-2016

| Fonction | Dépenses |
|---|---|
| Salaires et traitements | 1 277 509 |
| Avantages sociaux | 201 584 |
| Administration et soutien aux audiences | 201 463 |
| Audiences annuelles | 3 011 125 |
| Audiences initiales | 964 372 |
| Éducation | 215 236 |
| Activités de nature judiciaire | 208 393 |
| Systèmes informatiques | 64 644 |
| Hébergement | 189 317 |
| **Total** | **6 333 643** |

## Autres dépenses de fonctionnement directes (hors salaires, traitements et hébergement)